



072 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° **072** /AONR/MINTP/ CIPM-TCRI /2025 DU **07** AOÛT 2025
EN PROCÉDURE D'URGENCE, POUR L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE
DU TRONÇON DE ROUTE TRADEX (NKOABANG) - NKOABANG - LADA -
MONTI, DANS LES ARRONDISSEMENTS DE NKOLAFAMBA ET MFOU,
DEPARTEMENT DE LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE.
LINEAIRE : 9,74 KM.

Financement : BIP du MINTP, exercices 2025, 2026 et 2027.

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres

le présent Appel d'Offres National Restreint a pour objet l'exécution des travaux de bitumage du tronçon de route Tradex (Nkoabang) - Nkaobang - Lada - Monti, dans les Arrondissements de Nkolafamba et Mfou, Département de la Mefou et Afamba, Région du Centre. Linéaire : 9,74 km.

2- Allotissement

Les travaux sont constitués d'un (01) lot unique ainsi qu'il suit :

N° de lot	Région	Tronçons	Linéaire Estimé (Km)	Budget Prévisionnel ITC (FCFA)	Délai (mois)	Type d'intervention
Unique	Centre	TRADEX (NKOABANG) - NKOABANG - LADA - MONTI	9,74	2 393 268 795	07	Bitumage de route.
Total			9,74	2 393 268 795	07	

3 Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment:

- **L'installation de Chantier** consistant à la mise à disposition des locaux pour l'entreprise et l'administration, à l'amenée et au repli du Matériel, et à la réalisation des études techniques d'exécution ;
- **Nettoyage et terrassement** : Cette tâche porte sur la réalisation de la plateforme de chantier y compris la mise en place d'exutoires, la purge de la chaussée et l'installation de buses métalliques ;
- **Travaux de chaussée** : Cette activité comporte la mise en œuvre d'une couche de base en graveleux concassé ép 20 cm, la scarification du revêtement existant et le recyclage en couche de base, l'imprégnation de la couche de base au cut back et le sablage pour préparer les surfaces, le revêtement des accotements en enduit superficiel bicouche, la réalisation de la couche d'accrochage, le revêtement de la plateforme en béton bitumineux épaisseur 5 cm et le traitement des nids de poules ;
- **Assainissement- drainage**, notamment le curage de fossé existant, la construction de caniveaux, la construction de dalettes, de cunettes et de fossés bétonnés;
- **Ouvrage** : Cette rubrique consiste à la construction de dalot en béton armé 1*1, de tête en béton armé pour dalot 1*1 et d'un puisard en béton armé pour dalot 1*1.

4 Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises ou Groupement d'Entreprises de Bâtiments et Travaux Publics de droits camerounais des catégories A, B et C.

5 Mode de soumission

Le mode de soumission est : «En ligne (online) ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

6 Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du Ministère des Travaux Publics, Exercices 2025, 2026 et 2027.

7- Le coût global prévisionnel

Le coût global prévisionnel des travaux est de 2 393 268 795 (deux milliards trois cent quatre-vingt-treize millions deux cent soixante-huit mille sept cent quatre-vingt-quinze) Francs CFA Toutes Taxes Comprises.

8 Délai d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution du marché est de sept (07) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

9 Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement financier agréé par le Ministre en charge de finances pour délivrer les cautions dans le cadre des Marchés Publics. Ledit cautionnement doit être accompagné du récépissé de dépôt délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

Le montant en FCFA de ladite garantie est de six millions (6 000 000) FCFA TTC.

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication de la Décision d'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est adjudicataire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne seront pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10 Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 210.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

11 Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue aux heures ouvrables à la Cellule des Appels d'Offres de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, Tél. : 222 229 234, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206, sur présentation d'une quittance de versement au trésor Public d'une somme non remboursable de quatre cent cinquante mille (450 000) Francs CFA au titre des frais d'achat de dossier dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO. Il est également possible

d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique.

12 Présentation des offres

Les tailles maximales des fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif;
- 15 MO pour l'Offre Technique;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13 Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 11 SEPT 2025 à 11 heures.

Par ailleurs, une copie de sauvegarde non compressée de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, l'original de la caution de soumission ainsi que l'original du récépissé de consignation de la caution de soumission à la CDEC devront parvenir sous plis fermé, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 11 SEPT 2025 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

**“ APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
NR 072 / AONR/MINTP/ CIPM-TCRI/2025 DU 01 AOÛT 2025,
EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX DE BITUMAGE
DU TRONÇON DE ROUTE TRADEX (NKOABANG) -NKOABANG - LADA – MONTI,
DANS LES ARRONDISSEMENTS DE NKOLAFAMBA ET MFOU, DEPARTEMENT DE
LA MEFOU ET AFAMBA, REGION DU CENTRE.**

LINEAIRE : 9,74 KM.

Financement : BIP du MINTP, exercices 2025, 2026 et 2027

« Copie de sauvegarde et original de la caution de soumission »

NB : Les soumissionnaires devront déposer dans le même délai à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logé dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206, en plus de la copie de sauvegarde, une copie du récépissé de dépôt des offres sur la plateforme COLEPS, l'original de la caution de soumission et du récépissé de consignation de la CDEC.

14 Recevabilité des offres

La plateforme COLEPS pour le dépôt des offres sera fermée après la date et l'heure limite de dépôt des offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DC et délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances et habilitée à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, valable pendant trente (30) jours au-delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ces pièces administratives ont une durée de validité de trois (03) mois, cette date limite de validité des pièces administratives doit être postérieure à la date de lancement de l'Appel d'Offres.

15 Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 11 SEPT 2025 à 12 heures précises dans la salle de réunion de la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures auprès du Ministère des Travaux Publics, sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16 Critères d'évaluation des offres

16.1. Critères éliminatoires

A : Dossier administratif :

- a) Absence de l'original de la caution de soumission à l'ouverture des plis délivrée par un organisme financier agréé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ;
- b) Absence (à l'exception de la caution de soumission) ou non-conformité après un délai de 48 heures après la notification, d'au moins une des pièces du dossier administratif.

B : Offre Technique incomplète ou non-conforme pour:

- a) Absence de la Note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- b) Absence de la Déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le Ministère des Marchés Publics ;
- c) Absence d'une attestation de capacité financière ou une ligne de crédit d'au moins 800 000 000 FCFA délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances ;
- d) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- e) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales datée et signée ;
- f) Absence de références remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO :

Le soumissionnaire doit prouver ses références dans les travaux de bitumage de route au cours des cinq (05) dernières années (2020-2024) de montant T.T.C supérieur ou égal au montant TTC de 500 000 000 de Fcfa.

(Joindre les premières et dernières pages des marchés enregistrés et procès-verbaux de réception ou attestation de bonne fin, les devis quantitatifs des travaux, les contrats de sous-traitance sont acceptés). Le maître d'ouvrage se garde la possibilité de vérifier ces documents.

- g) N'avoir pas obtenu au moins 2/3 des critères essentiels avec obligatoirement le critère matériel ;
- h) Absence d'un conducteur des Travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO :
 - Formation de base : Ingénieur en Génie Civil, niveau BAC+3 ou plus ou équivalent et inscrit à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC).
 - Expérience générale en BTP : Au moins dix (10) ans.

Expérience spécifique : avoir été Conducteur des Travaux au moins dans deux (02) projets similaires (Les projets similaires désignent tout projet de construction ou réhabilitation de route bitumée d'un montant TTC de 500 000 000 de FCFA).

- i) N'avoir pas satisfait au minimum de matériel en propre requis :
 - 01 Bétonnière
 - 01 compacteur vibrant
 - 01 aiguille vibrante
 - 01 pick-up
 - 01 Moto pompe ;

C : Offre financière:

- a) Absence de la soumission, timbrée, datée et signée (voir modèle pièce 10.2) ;
- b) Absence du bordereau des prix unitaires (BPU) suivant le modèle (pièce 6) avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page;
- c) Absence du Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté, avec indication des montants hors TVA et Toutes Taxes Comprises (Pièce 7);
- d) Absence des sous – détail des prix unitaires quantifiés paraphés à toutes les pages (voir modèle pièce 8).

D : Non-respect du format de fichier des offres.

E : Fausse déclaration ou pièce falsifiée ou non authentique ;

F : Utilisation de la clé COLEPS d'une autre entreprise pour soumissionner.

16.2 Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur 3 critères sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Le personnel d'encadrement proposé sur 1 critère ;
- b) Le matériel à mobiliser sur 1 critère ;
- c) La Visite des lieux sur 1 critère.

17 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18 Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.

19 Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé, située au 2ème étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 206 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses

<http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts> ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20 Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

21 Lutte contre la corruption

Pour tout acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé le 07 AOUT 2025

Ampliations :

- ARMP (pour publication et archivage)/
- MINMAP (pour information)/
- CIPM-TCRI (pour information) ;
- Affichage (pour information)/
- Chrono.



Emmanuel NGANOU D.



7
18

072 LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. **072** /AAONR/MINTP/ CIPM-TCRI /2025 OF **07** **AUG** 2025,
IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF WORKS TO ASPHALT THE
TRADEX (NKOABANG) - NKOABANG - LADA - MONTI ROAD SECTION, IN
THE NKOLAFAMBA AND MFOU SUB-DIVISIONS, MEFOU-ET-AFAMBA
DIVISION, CENTRE REGION.
LENGTH 9.74 KM

Financing: PIB MINTP, financial years 2025, 2026 and 2027.

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Republic of Cameroon, a Limited National Call for Tenders for the execution of the above works.

1. Subject of the Call for Tenders

This Limited National Call for Tenders concerns the execution of works to asphalt the Tradex (Nkoabang) - Nkoabang - Lada - Monti road section, in the Nkolafamba and Mfou Sub-Divisions, Mefou-et-Afamba Division, Centre Region. Length: 9.74 km.

2- Allotment

The works shall be tendered for in a single (1) lot as follows:

Lot No.	Region	Road sections	Estimated length (km)	Estimated Budget, incl. taxes (CFAF)	Time frame (months)	Type of intervention
Single	Centre	TRADEX (NKOABANG) - NKOABANG - LADA - MONTI	9.74	2,393,268,795	07	Road asphaltting
Total			9.74	2,393,268,795	07	

3 Scope of Works

The works involve bituminous concrete pavement and patching of potholes. The works shall involve the following tasks inter alia:

- **Site installation** : including setting up the site, bringing in and removing equipment as well as carrying out technical studies;
- **Cleaning and earthworks** : include reshaping the roadbed, construction of outlets, drainage and removal of metal pipe culverts;
- **Pavement** : involve shaping the crushed gravel base course thickness 20 cm, scarifying the existing surface and recycling it as a base course; cut back impregnation and sandblasting; double surface dressing on shoulders; shaping the tack coat, implementing bituminous concrete thickness 5 cm on the roadbed and treating the potholes;
- **Sanitation – drainage**, notably cleaning the existing ditch, building reinforced concrete gutters, building thick reinforced concrete slabs dosed at for gutters, building water curved channels and concreted ditches;
- **Structure** corresponds to the construction of a reinforced concrete box culvert 1*1, a reinforced concrete head for a box culvert 1*1 and a reinforced concrete sump for a box culvert 1*1.

4 Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to category A, B and C contractors or consortium of the Building and Public Works sector governed by Cameroonian or foreign law.

5 Bidding Method

Tender Documents shall be submitted as follows: "Online". In other words, offline bidding is not possible.

6 Financing

The works under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Years 2025, 2026 and 2027.

7- The overall estimated cost

The estimated total cost of the work is 2,393,268,795 (two billion, three hundred and ninety-three million, two hundred and sixty-eight thousand, seven hundred and ninety-five) CFA francs, all taxes included.

8 Execution Time Frame

The overall execution time frame shall be as follows: seven (7) calendar months. It takes effect from the date of notification of the service order to start.

9 Provisional Guarantee (Bid Bond)

Tenders shall include a provisional security (bid bond) valid for one hundred and twenty (120) days with effect from the initial tender submission deadline, and issued in keeping with the model indicated in the Tender Documents and delivered by a financial institution authorised, by the Minister in charge of Finance, to issue bonds within the framework of Public Contracts. This bond must be accompanied by an acknowledgement receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

The amount of the bond shall be six million (6,000,000) CFAF including taxes.

The provisional security must be the original copy and not older than three (3) months, otherwise it will be rejected.

The provisional security of unsuccessful tenderers shall be released automatically upon publication of the contract award decision. In case the bidder is awarded the contract, it shall be released as soon as the final bond is provided. Bank or certified cheques shall not be accepted in place of the provisional guarantee.

10 Consultation of Tender Documents

The hard copy of Tender Documents may be freely consulted during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210.

It can also be consulted online via the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the website of the PCRA (www.arnp.cm) or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

11 Acquisition of the Tender Documents

The printed version of Tender Documents may be obtained during working hours at the Tenders Unit, Department of Contracts of the Ministry of Public Works, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, Tel.: 222 229 234, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of four hundred and fifty thousand (450,000) CFA

frances, upon publication of this Call for Tenders. It is also possible to obtain the soft copy of Tender Documents by free download at the addresses indicated above.

12 Presentation of Tenders

The maximum size of files that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (Volume 1);
- 15 MB for the Technical Offer (Volume 2);
- 5 MB for the Financial Offer (Volume 3);

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13 Submission of Tenders

For online tendering, the bid must be forwarded by the bidder on COLEPS platform no later than 11 SEPT 2025 at 11 a.m.

In addition, an uncompressed back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD as well as the original bid bond and the original of the receipt of bid bond consignment issued by CDEC, shall be submitted in a sealed envelope against a receipt, at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 210, latest on 11 SEPT 2025 at 11 a.m. It shall bear the following:

**No. 072 "LIMITED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AAONR/MINTP/ CIPM-TCRI /2025 OF 01 AOUT 2025,
IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR THE EXECUTION OF WORKS TO ASPHALT THE
TRADEX (NKOABANG) - NKOABANG - LADA - MONTI ROAD SECTION, IN THE
NKOLAFAMBA AND MFOU SUB-DIVISIONS, MEFOU-ET-AFAMBA DIVISION,
CENTRE REGION.
LENGTH 9.74 KM**

Financing: PIB MINTP, financial years 2025, 2026 and 2027

"(Backup Copy and original of the bid bond)"

Note: Tender Documents must be submitted within the same time frame at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, in addition to the backup copy, a copy of the receipt of submission of tenders on the COLEPS platform, the original bid bond, and the consignment receipt from CDEC.

14 Tender Compliance

The COLEPS platform for submitting tenders will be closed after the tender submission deadline. Any bid not complying with the requirements of the Request for Quotation Documents shall be rejected. This is particularly relevant in the absence of the bid bond established in keeping with the model indicated in the RFQ and issued by a body or a financial institution approved by the Minister in charge of finance and authorised to issue bonds within the framework of Public Contracts, which is valid for thirty (30) days, with effect from the expiration of the tender validity.

Tenderers shall submit only the originals or certified true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, in accordance with the requirements of the Special Tenders Regulation, otherwise they will be rejected.

A bid bond having no connection with the consultation concerned will not be taken into account. A bid bond presented during bid opening session will be rejected.

These administrative documents shall be valid for three (3) months and the validity deadline shall not expire before the RFQ launching date.

1

15 Opening of tenders

15 SEPT 2025

The tenders shall be opened at once on _____ at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works at the Ministry of Public Works, located at the Centre Regional Delegation of Public Works in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, even in the case of consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of administrative documents, certified by the issuing service, or the relevant administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must be less than three (3) months old or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of any document in the administrative file during the bid opening session, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

16 Tender Evaluation Criteria

16.1. Eliminary criteria

A: Administrative file:

- a) Absence at the bid opening session of the original bid bond, issued by a financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds for public contracts;

Absence or non-compliance, after a period of 48 hours following the opening of tenders, of at least one of the documents in the administrative file (with the exception of the bid bond).

B: Technical Offer:

- a) Absence of a methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- b) Absence of a formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and that he is not on the list of failing companies drawn up by the Ministry of Public contracts;
- c) Absence of a certificate of financial capacity or a credit line of at least 800,000,000 CFA francs issued by a first class bank approved by the Minister in charge of Finance;
- d) Absence of the stamped and signed integrity charter;
- e) Absence of the dated and signed Declaration of commitment to respect environmental clauses;
- f) Absence of a dated, stamped and illustrated site visit report formally signed by the bidder;
- g) Lack of references meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO):

The bidder must provide proof of its references in road pavement works over the last five (5) years (2020-2024) for amounts including taxes worth at least 500,000,000 CFA francs.

(Shall be enclosed: the first and last pages of the recorded contracts and the acceptance reports or attestation of proper completion, bills of quantities for the works, subcontracts are accepted). The Project Owner reserves the right to check these documents.

- h) Failure to obtain at least 2/3 essential criteria, including the equipment criterion;
- i) Absence of a Works Supervisor meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO):

- Basic training: Civil Engineer, with at least a Bachelor's degree (GCE+3) or equivalent, and enrolled into the National Order of Civil Engineers (NOCE).
- General experience in Building and Public Works: At least ten (10) years.

Specific experience: Must have been a Works Supervisor in at least two (2) similar projects (similar projects are defined as any project involving the construction or rehabilitation of a paved road worth 500,000,000 CFAF including taxes);

- j) Failure to meet the minimum in-house equipment requirement:

- One (1) concrete mixer;
- One (1) vibrating compactor;
- One (1) vibrating needle
- One (1) pick up
- One (1) motor-pump;

C: Incomplete financial offer due to the absence or non-compliance of one of the following documents:

- a) Absence of the stamped, signed and dated bid (see document 10.2.);
- k) Absence of the unit price schedule (UPS) compliant with the model (Document 6) indicating the prices exclusive of VAT in figures and in words, initialled on every page and signed on the final page;
- b) Absence of a dated, signed and stamped Bill of Quantities, indicating the amounts net and including all taxes (Document 7);
- c) Absence of breakdown of unit prices initialled on all pages (see Document 8 model).

D: Non-compliance with the tender file format.

E: False declaration, forged or unauthentic document;

F: Having bid with a COLEP'S key from another company.

16.2 Essential criteria

The technical proposals shall be evaluated out of 3 criteria on the basis of the following essential criteria:

- a) Proposed supervisory staff out of 1 criterion;
- b) Equipment to be mobilised out of 1 criterion;
- c) Site visit out of 1 criterion.

17 Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

18 Contract Award

The contract shall be awarded to the lowest bidder who meets the relevant financial, technical and administrative requirements.

19 Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public

Works, Room 206 or on the COLEPS platform online at the addresses <http://www.marchespublics.cm>, <http://www.publiccontracts> or any other electronic communication means indicated by the Project Owner.

20 Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 235 669 or write to the following email address dsi@minmap.cm.

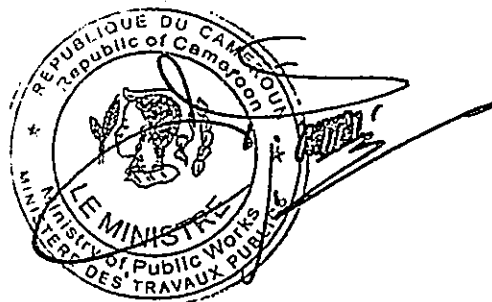
21 Fight Against Corruption

In the event of any corrupt practices, please call or send an SMS to the following numbers: 673 20 57 25/699 37 07 48.

Yaounde, 07 AOUT 2025

True copies:

- PCRA (For publication and filing)/
- MINMAP (for information)
- CIPM-TCRI (for information);
- Notice board (for information)/
- Chrono.



Emmanuel NGANOU D.